

quent, nous constatons que le nombre d'emplois d'été que le gouvernement provincial offre aux étudiants des universités, des collèges et des écoles secondaires a été réduit de 37 p. 100.

Nous constatons aussi que les hôpitaux ont été avertis que durant l'année courante ils devront se contenter d'une simple majoration de 2.9 p. 100 par rapport à la dernière année financière, ce qui représente en dollars réels une réduction d'environ 6 à 8 p. 100. Ils font donc la seule chose qu'ils peuvent faire dans les circonstances, ils mettent des employés à pied ou ne remplacent pas ceux qui se retirent. Les hôpitaux estiment qu'à la fin de l'année, il y aura 1,000 travailleurs de moins dans les hôpitaux de Winnipeg.

En outre, à la fin du mois dernier, selon un vice-président exécutif de l'Association de la construction du Manitoba, 49.8 p. 100 des travailleurs de la construction du Manitoba étaient en chômage. L'Association ajoute que ce chiffre ne tient pas compte de nombreux professionnels qui ont été congédiés ou mutés à l'extérieur de la province, par exemple des évaluateurs, des contremaîtres, des superviseurs, des employés de bureau, ni de travailleurs de métiers, comme des menuisiers, des travailleurs du terrazzo et du carrelage, de la vitrerie et des carreaux acoustiques. Voilà la situation où nous nous trouvons.

Certaines personnes, dont des éditorialistes et certains députés de la Chambre qui devraient pourtant être mieux informés, comme le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen), ont à l'occasion tenté de consoler ceux qui sont moins chanceux qu'eux mêmes en leur disant que le chômage n'est pas aussi grave au Canada que les chiffres ne laissent croire. Qu'en dit le ministre? «Ce n'est pas le principal salarié qui est sans emploi.» Dans quel cocon le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a-t-il vécu? Où se cachait-il? Ne sait-il pas que de nos jours, il y a des dizaines de milliers de personnes, et en particulier des jeunes et des nouveaux mariés, qui ont appris à vivre au sein de notre société de consommation dans un confort relatif? C'est parce qu'ils ont été bombardés par le déluge de publicité que déversent chaque jour, chaque heure et même chaque minute la télévision, la radio et nos volumineux journaux. Les Canadiens s'entendent constamment rabâcher qu'ils doivent acheter une maison, avoir deux voitures, une résidence secondaire, passer des vacances à Vancouver, en Angleterre, au Mexique ou à Hawaï. Pour pouvoir s'acheter une maison, surtout les jeunes, il faut presque nécessairement un deuxième salaire. Malheureusement beaucoup de nos jeunes les mieux instruits n'arrivent même pas à trouver du travail.

● (2032)

Nos jeunes diplômés s'entendent dire parfois par le premier ministre que s'ils ne sont pas contents de chômer au Canada, ils n'ont qu'à aller à l'étranger. Mais quel pays les recevra qui n'ait pas lui-même des problèmes de chômage?

Chaque jour qui passe avec notre million de chômeurs nous fait perdre un million de journées-hommes de travail productif. Tous les trois jours et demi, nous perdons plus de productivité à cause du chômage que nous n'en avons perdu l'an dernier à cause des grèves. Voit-on souvent des éditoriaux reprocher au gouvernement, à l'État, aux entreprises ou à qui l'on voudra les

Impôt sur le revenu—Loi

pertes énormes que le chômage fait subir au pays? Mais qu'un groupe de travailleurs ait le malheur de faire la grève pendant plus de quelques jours et presque tous les quotidiens du pays accusent les grévistes de faire perdre de l'argent au pays.

Qui sont ces chômeurs, à quelles difficultés se heurtent-ils quand ils n'arrivent plus à fournir le salaire principal du ménage? La grande majorité des chômeurs ne sont pas des adolescents mais des adultes. Sur un million de chômeurs, près de 800,000 ont 20 ans révolus. La majorité de ces adultes, soit 464,000 environ, sont de sexe masculin. Plus de la moitié sont mariés.

Pour cet effectif de plus de un million de chômeurs, il y a moins de 50,000 emplois offerts. Cela montre bien la gravité de la situation. Si toutes les offres d'emploi étaient satisfaites demain, il resterait encore plus de 900,000 chômeurs. On dit que les libéralités de l'assurance-chômage persuadent les gens de ne pas chercher du travail. Cela ne tient pas debout. Je répète que si chaque emploi vacant était occupé, plus de 90 p. 100 des chômeurs seraient quand même à la recherche d'un travail.

Ce sont les chômeurs qui sont les victimes directes de la crise du chômage mais nous en subissons tous les conséquences. Dian Cohen, dont la chronique est publiée chaque semaine dans de nombreux journaux canadiens, estimait que si le gouvernement avait maintenu le taux de chômage non pas à 4 p. 100, ce qui constitue le plein emploi selon le Conseil économique, mais à 5 p. 100 au lieu de 8 p. 100 qui a été le taux moyen pour 1976, les recettes fiscales auraient augmenté de quatre milliards et demi de dollars. En 1976, les prestations d'assurance-chômage nous auraient coûté un milliard de moins.

Un expert économique de Toronto, Arthur Donner, qui rédige une chronique pour le *Globe and Mail* de Toronto, a calculé en se basant sur un taux de 4.5 p. 100 de 1974 à 1976, que le chômage nous avait fait perdre 25 milliards de dollars de production et 600,000 années-hommes d'emplois.

Selon le ministre des Finances et le gouvernement il n'y a vraiment rien de plus à faire pour lutter contre le chômage car nous devons juguler l'inflation. Depuis 1975, on nous répète chaque année que nous touchons au but. On nous a dit qu'au cours de la première année de contrôles, l'inflation serait de 8 p. 100, l'année suivante de 6 p. 100 et cette année de 4 p. 100. Le gouvernement a eu de la chance. La première année du programme, l'inflation est tombée à un peu plus de 6 p. 100. Mais où en sommes-nous maintenant? Comme nous étions nombreux à le prévoir au Parlement et à l'extérieur, les effets du programme anti-inflation ne pouvaient être que très temporaires.

D'après les calculs effectués lors de l'établissement du programme, le coût de la vie ne devait augmenter que de 4 p. 100 cette année. Selon le ministre des Finances, en mars dernier la hausse du coût de la vie ne devait être que de 6 p. 100. Mais si l'on se fie aux chiffres publiés le 16 mai dernier, il a augmenté de 8.4 p. 100 sur une période de 12 mois, d'avril 1977 à mars 1978.